

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES










MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Aménagement d'un service USIP (Unité de Soins Intensifs
Polyvalents) au R+1**

N° du CCAP : CAD.CH.2026.001

Centre Hospitalier Sud Gironde
1 rue Paul Langevin
33210 LANGON

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Aménagement d'un service USIP (Unité de Soins Intensifs Polyvalents) au R+1
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	8 mois
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Assistance à maîtrise d'œuvre.....	6
3.2 - Economiste.....	6
3.3 - Maîtrise d'œuvre	7
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	7
3.6 - Contrôle technique	7
3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
3.8 - Cotraitance	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	8
5.1 - Durée du marché.....	8
5.2 - Délai d'exécution des prestations.....	8
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	9
6 - Prix.....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	10
6.3 - Répartition des dépenses communes	10
7 - Garanties Financières.....	11
8 - Avance.....	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
8.2 - Garanties financières de l'avance	12
9 - Modalités de règlement des comptes.....	12
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement	12
9.3 - Délai global de paiement	13
9.4 - Paiement des cotraitants	13
9.5 - Paiement des sous-traitants	13
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
10.1 - Documents à produire	13
10.2 - Ordres de service	14
10.3 - Caractéristiques des matériaux et produits	14
10.4 - Echantillons	14
10.5. - Piquetage général.....	14
10.6 - Préparation et coordination des travaux.....	14
10.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
10.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	15
10.6.3 - Registre de chantier.....	15
10.7 - Etudes d'exécution	16
10.8 - Installation et organisation du chantier.....	16
10.8.1 - Gestion des déchets de chantier.....	16
10.8.2 - Signalisation du chantier	16
10.9 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	16
10.9.1 - Gestion des déchets de chantier.....	16

10.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
10.9.3 - Documents à fournir après exécution	16
11 - Développement durable.....	17
12 - Réception	17
12.1 - Réception des travaux	17
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	17
12.1.2 - Epreuves concluantes et mises en service	17
13 - Garantie des prestations.....	17
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
15 - Pénalités	18
15.1 - Pénalités de retard	18
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
15.3 - Autres pénalités spécifiques	19
16 - Assurances.....	20
17 - Résiliation du contrat.....	20
17.1 - Conditions de résiliation.....	21
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
18 - Règlement des litiges et langues	21
19 - Clauses complémentaires	21
19.1 Responsabilité du titulaire	21
19.2 Clause complémentaire relative aux travaux supplémentaires ou modificatifs ..	22
19.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	22
19.4 - Augmentation du montant des travaux.....	22
19.5 Clause de réexamen	22
19.6 Clause de laïcité.....	24
20 - Dérogations	24

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne l'aménagement d'un service USIP (Unité de Soins Intensifs Polyvalents) au R+1

A la suite de la réalisation des opérations nécessaires de désamiantage (à charge de la Maîtrise d'Ouvrage) de l'actuel service UCS, situé au R+1 du Site de Langon, Centre Hospitalier SUD GIRONDE, les présents travaux ont pour but la création d'un centre USIP (Unité de Soins Intensifs Polyvalents) constitué de :

-8 chambres en surpression (ISO8).

-Un ensemble de locaux annexes associés (circulation, WC du personnel, vestiaires hommes, vestiaires femmes, vestiaires familles, repos du personnel, salles de bain, bureau IDE, préparation soins, réserve, salle de staff, bureau cadres et bureau médecins).

Lieu d'exécution :
Centre Hospitalier Sud Gironde
1 rue Paul Langevin
33210 LANGON

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Installations de chantier - Démolition - Second œuvre
02	Electricité CFO / CFA - SSI
03	Chauffage - Ventilation - Rafraîchissement - Plomberie - Sanitaire - Désenfumage - Transport pneumatique
04	Fluide Médicaux
05	Portes automatiques

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes par lot (annexe 01 : désignation des co-traitants et répartitions des prestations / annexe 2 : déclaration de sous traitance)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le rapport initial du contrôleur technique (RICT)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chacun des lots
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études détaillés dans la partie "pièces graphiques"
- Le plan général de coordination sécurité (PGC) et ses annexes
- Le planning prévisionnel des travaux
- Le plan d'installation de chantier (PIC)
- Le cadre du mémoire technique complété remis dans l'offre

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des ouvrages nécessaires à l'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix d'unité destinés à l'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

L'intégration du DPGF dans les pièces marchés ne modifie en rien le caractère forfaitaire du marché. Il fige simplement les prix unitaires des prestations chiffrées mais n'engage en rien le maître d'ouvrage sur les quantités et les descriptifs de celui-ci

3 - Intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'œuvre

L'assistance à maîtrise d'œuvre est assurée par :

GROUPE CETAB
61, rue du Professeur Lannelongue
33300 BORDEAUX

3.2 - Economiste

La mission de l'économiste est assurée par :

GROUPE CETAB
61, rue du Professeur Lannelongue
33300 BORDEAUX

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée le maître de l'ouvrage lui-même.

3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

CSD ASSOCIES
30 avenue Hubert Dubedout
33150 CENON

3.6 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

JPS - CONTROLE
51 quai Lawton

33300 BORDEAUX

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Missions de base : LP, SEI,
Missions complémentaires : HAND,

3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

IRIS COORDINATION - QED AND CO SERVICES
522 route de Loursionne
33670 SAINT GENES DE LOMBAUD

3.8 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de ses cotraitants.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le titulaire a sous sa pleine responsabilité la garde et l'utilisation de l'ensemble de l'outillage ou équipements utilisés par ses agents sur l'ensemble des sites géographiques concerné par le marché public. Le Titulaire a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance, des personnes qui travaillent pour lui et de l'environnement (matériels et humains).

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour assurer les prestations objet du marché public.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

La durée du marché débute à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la Garantie de Parfait Achèvement.

5.2 - Délai d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 8 mois dont une période de préparation de 1 mois par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai	Précisions
01	8 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
02	8 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
03	8 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
04	8 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.
05	8 mois	Le délai de chaque lot sera précisé pendant la période de préparation et fera l'objet d'un calendrier détaillé d'exécution, le calendrier prévisionnel annexé au présent CCAP n'ayant qu'un caractère indicatif.

La période de préparation des travaux débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 21 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	- 5 °C à 7h	1 jour(s)
Pluie	+ de 15 mm par jour	1 jour(s)
Vent	+ de 60 km/h durant plus d'1 demi-journée	12 heure(s)
Neige	Accumulation de neige au sol sur 10cm ou plus au cours de la journée	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :
Station météorologique de Mérignac

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel des travaux annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots. Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations comprennent notamment :

- Les installations de chantier et leur maintenance pendant la durée des travaux ;
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tout le matériel ;
- Les prestations et frais entraînés pour le respect de la législation concernant la "Sécurité et la protection de la santé sur les chantiers" ;
- le nettoyage du chantier et la remise en état au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- L'établissement de tous les plans et pièces annexes ;
- Les plans des installations de chantier ;
- Le conditionnement, le transport et le traitement des déchets issus du chantier ;
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés récapitulant les travaux réalisés et leur suivi (PRA, métrologie, bilan aérodynamique, registre de sécurité, BSDA, ...) ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

L'article 10.3 du CCAG Travaux s'applique également.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Conformément à l'article R2112-11 du Code de la commande publique, les prix du marché sont non révisables, seulement actualisables si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de début d'exécution des prestations fixées par l'ordre de service de démarrer ces prestations.

Les prix sont actualisables par application d'un coefficient Cn aux prix, donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (d-3) / BT47 (o))$	
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT41 (d-3) / BT41 (o))$	
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$	
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$	

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-3) : valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté de 3 mois).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Libellé
01	BT01 - Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
02	BT47 - Electricité- Base 2010
03	BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
04	BT01 - Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
05	BT01 - Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010

6.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Installations de chantier - Démolition - Second œuvre
02	Electricité CFO / CFA - SSI
03	Chauffage - Ventilation - Rafraîchissement - Plomberie - Sanitaire - Désenfumage - Transport pneumatique
05	Portes automatiques

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 10.1 du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20002309100016
- Code service : TRAVX_FACM

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier Sud Gironde
1 rue Paul Langevin
33210 LANGON

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Toutes modifications en cours d'exécution de marché s'effectueront par voie d'avenant et sera transmis via le profil acheteur.

10.1 - Documents à produire

Conformément au CCAG-TRAVAUX, les prestataires devront fournir les documents suivants :

OBJET	DELAIS DE REMISE
L'attestation d'assurance	15 jours à compter de la notification du marché
Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées, avec les notes de calcul et les études de détail.	30 jours à compter du début de la phase de préparation

Le PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. La liste des personnes autorisées à accéder au chantier et les effectifs prévisionnels affectés au chantier. Les contrats des sous-traitants	Voir article 10.6.2 du présent CCAP
Schéma d'organisation et de gestion des déchets	Pendant la phase de préparation ou au maximum 2 mois après la notification
Les fiches techniques, les fiches données de sécurité, les garanties, les bordereaux de livraison	Au terme de la livraison
Dossier d'ouvrages exécutés (DOE) Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)	Voir article 10.9.3 du présent CCAP

10.2 - Ordres de service

Le maître d'ouvrage rédigera et transmettra l'ordre de service pour démarrage de la phase de préparation et l'ordre de service pour démarrage de la phase d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les prestataires devront les retourner signés au maître d'ouvrage pour accuser réception dans un délai de 15 jours à réception de l'ordre de service.

Les ordres de service relatifs aux travaux supplémentaires ou modificatifs sont détaillés dans l'article 19.1 « Clauses complémentaires » du présent CCAP.

Pour l'ensemble des ordres de service, un accord préalable de la maîtrise d'ouvrage est exigé.

10.3 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.4 - Echantillons

Les entreprises sont tenues de fournir les échantillons d'appareillage et de prototypes prévus dans le CCTP de chaque lot qui leur seraient demandés par le Maître d'œuvre, ainsi que toutes documentations ou documents correspondant à leurs prestations.

Ces fournitures seront transmises dans le délai convenu au planning d'exécution.

10.5. - Piquetage général

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.6 - Préparation et coordination des travaux

10.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 1 mois à compter du début de ce délai.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article 5.3 « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution »

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS sous un délai de 15 jours à compter du début de la phase de préparation :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.6.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.7 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.8 - Installation et organisation du chantier

10.8.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.8.2 - Signalisation du chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.9 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.9.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des ouvrages et des installations qu'il a salis ou détériorés en cours de chantier. Il doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux.

10.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.9.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera remis :

- en format numérique : fichiers PDF et fichiers DWG ;
- en format papier : deux exemplaires

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence
Consultation n° : CAD.CH.2026.001

avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, les pénalités définies à l'article 15.3 du présent CCAP seront appliquées sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du titulaire notamment en termes d'organisation (optimisation des déplacements, tri des déchets par exemple) et d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres, utilisation de produits issus de filières vertueuses par exemple).

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots. Toutefois, les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux s'appliquent à la réception globale des travaux.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, il revient au titulaire du lot 01 d'aviser le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

12.1.2 - Epreuves concluantes et mises en service

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves, tests et mises en service définies dans les CCTP.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le titulaire se verra appliquer, par jour de retard au regard du planning d'exécution définitif, dans l'exécution ou l'achèvement des travaux ou dans la levée des réserves, une pénalité ou une retenue calculée en fonction du montant du marché selon le barème suivant

Montant du marché (en euro H.T.)	Montant de la pénalité journalière applicable
= ou < à 99 999.99 200	200 €
= ou > à 100 000.00 et < 300 000.00 400	400 €
= ou > à 300 000.00 et < 1 000 000.00 600	600 €
= ou > à 1 000 000.00 € 800	800 €

Autres pénalités de retard

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans l'installation de chantier	Journalière	300,00 €	Pénalités appliquées à compter de la date mentionnée sur l'ordre de service démarrant la phase d'exécution
Retard dans la remise des plans d'exécution	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées au-delà des 30 jours suite au début de la phase de préparation
Retard dans la présentation des prototypes et échantillons	Journalière	200,00 €	Pénalités appliquées à compter de la date mentionnée dans le planning d'exécution
Retard pour le repliement des installations de chantier et remise en l'état	Journalière	200,00 €	Chaque entrepreneur doit enlever du chantier, à la date prévue au calendrier d'exécution, dans le délai de 10 jours à dater de la réception, le matériel de l'entreprise, les matériaux refusés ou leur excédent, les installations de chantier, y compris leurs fondations, les déchets de toute nature. Si cela n'est pas fait le maître d'œuvre peut 5 jours après mise en demeure, procéder à l'enlèvement, faire transporter à la décharge publique, déposer sur des terrains pris en location, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais de l'entrepreneur et sans qu'il puisse faire aucune réclamation.
Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	Journalière	100,00 €	Pénalités appliquées à compter du 16ème jour après la notification du marché.
Retard dans la transmission du schéma d'organisation et de gestion des déchets	Journalière	100,00 €	Pénalité appliquée à la date la plus tardive définie à l'article 10.1 du présent CCAP

Retard dans la transmission du PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité	Journalière	100,00 €	Retard dans la transmission du PPSPS et tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, de la liste des personnes autorisées à accéder au chantier des effectifs prévisionnels affectés au chantier et des contrats des sous-traitants. Dans un délai 15 jours à compter du début de la phase de préparation
Retard ou mauvaise réalisation dans le nettoyage du chantier	Journalière	100,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement. Si le nettoyage se fait trop attendre même après signalisation du retard de nettoyage, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de confier le nettoyage à une entreprise tierce qui sera payée par l'ensemble des entreprises de l'opération.
Retard dans la transmission du Dossier d'Ouvrages exécutés	Journalière	200,00 €	Dans un délai de 3 semaines après la réception des travaux.
Retard pour la levée de réserves	Journalière	200,00 €	Au regard des délais mentionnés sur le PV de réception

Les pénalités pour retard sont applicables à tous les lots.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé sans aucune conséquence sur le déroulement de l'opération, de remettre tout ou partie de ces pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application de l'ensemble des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités ou retenues sont non révisables.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Manquement aux mesures de sécurité spécifiques du site	Forfaitaire	400,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la contestation du manquement
Dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	Forfaitaire	400,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la constatation du manquement
Non-respect des prescriptions à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation	Forfaitaire	400,00 €	Pour chaque infraction constatée de : -non-respect des clauses du PGC mis à jour -non-respect du délai de fourniture du PPSPS ou de celui du sous-traitant
Non fermeture du portail (jour&nuit)	Forfaitaire	400,00 €	Pénalité par infraction appliqué du simple fait de la contestation du manquement
Stationnement hors zone réservée au chantier	Forfaitaire	400,00 €	Pénalité par infraction appliquée du simple fait de la contestation du manquement
Non-respect de la clause de représentation de l'entreprise en site occupé	Forfaitaire	150,00 €	Pénalités appliquées du simple fait de la contestation du manquement
Non-retour des ordres de service	Journalière	100,00 €	Délai de 15 jours calendaires décompté comme précisé à l'article 10.2 du CCAP
Pénalité pour non-respect de l'engagement de maintien d'activité pendant la période estivale.	Journalière	1000,00 €	En cas de non-respect total ou partiel de cet engagement, constaté par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité forfaitaire et de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier le contrat aux torts exclusifs du titulaire, conformément aux dispositions contractuelles en vigueur.

Les pénalités ou retenues sont non révisables.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clauses complémentaires

19.1 Responsabilité du titulaire

L'entreprise demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou autres, sur le chantier ou à des tiers, voisinage, voirie, réseaux publics, etc... Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

19-2 Clause complémentaire relative aux travaux supplémentaires ou modificatifs

Conformément aux dispositions de l'article R2194-2 du Code de la commande publique, les travaux supplémentaires ou modificatifs dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquels le marché n'a pas prévu de prix sont notifiés par ordre de service au titulaire du marché par le maître d'œuvre. Le maître d'œuvre ne peut ordonner de changements dans la consistance des travaux sans l'accord préalable et express du maître d'ouvrage.

L'ordre de service détaillera les travaux modificatifs et/ou supplémentaires, ainsi que les prix nouveaux proposés pour ces travaux supplémentaires ou modificatifs. Ces prix sont soumis aux conditions initiales du marché, ils sont réputés tenir compte de toutes les charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, y compris l'indemnisation prévue aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux s'il y a lieu, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG Travaux.

Pour les travaux identiques, analogues ou de nature comparable à ceux prévus initialement, les prix nouveaux sont établis au moyen des prix d'unité présentés dans la DPGF du lot concerné, étant rappelé que les quantités présentées ne sont pas contractuelles et ne peuvent être utilisées dans ces évaluations.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service s'il n'a pas présenté d'observations au Maître d'oeuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service. Si des observations sont formulées, le titulaire et le Maître d'oeuvre disposent d'un délai de 15 jours pour arrêter les prix définitifs et procéder à l'établissement d'un nouvel ordre de service, signé et notifié dans ce délai par le maître d'ouvrage. Une fois les prix définitifs arrêtés, ces modifications feront ensuite l'objet d'un avenant, notifié au titulaire au plus tard à la date contractuelle d'achèvement des travaux.

19.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires qui seront définis suivant les conditions économiques initiales du marché.

19.4 - Augmentation du montant des travaux

L'article 14.1 du CCAG-Travaux est complété ainsi : « Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché définis à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux, fixés en application des articles 13.2 et 13.3 du CCAG-Travaux ou devenus définitifs en application de l'article 13.5 du CCAG-Travaux.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus et par les OS établis dans le cadre de l'application de la clause de réexamen avec impact financier.

19.5 Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'admissibilité du cessionnaire après réception de la demande de cession, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande de cession si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessous.

Le cessionnaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

Dans sa demande de cession, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Après acceptation de la demande de cession, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions initiales de mise en concurrence de l'accord-cadre ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra également réexaminer le marché dans les cas suivants :

En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

Autres cas de réexamen :

- Découverte de matériaux polluants ou amiantés non identifiés dans le rapport de repérage amiante
- Découverte d'éléments non identifiables de structure ou du bâti lors de diagnostics préalables nécessitant une modification des travaux initialement non prévus.
- Découverte ou mauvais repérage d'anciennes fondations ou d'infrastructures enterrées ou de réseaux non identifiés lors des études géotechniques.

- En cas d'application des nouvelles dispositions légales ou réglementaires impactant les travaux de manière significative en cours de chantier.
- En cas d'évolution de la réglementation sanitaire locale ou nationale si de nouvelles mesures apparaissent sans lien avec les prestations existantes à la DPGF.
- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

En cas d'évolution de la réglementation sanitaire locale ou nationale, la durée du marché pourra être modifiée par voie d'ordre de service. Dans chacun des cas précités, le titulaire pourra prétendre au réexamen du montant de son marché en fournissant un devis détaillé au maître d'ouvrage, sur la base des prix du marché, aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier toute proposition formulée par le titulaire. Après examen et validation de la demande par ordre de service du maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché. Le montant de ces modifications au vu des cas précités ne pourra pas excéder à la hausse ou à la baisse 50% du marché initial.

19.6 Clause de laïcité

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.6.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 à 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Travaux
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 13.5 du CCAG - Travaux
- L'article 19.2 du CCAP déroge à l'article 13.6 du CCAG - Travaux
- L'article 19.3 du CCAP déroge à l'article 14.2.2 du CCAG - Travaux